

Chimie ParisTech
11 rue Pierre et Marie Curie
75231 Paris Cedex 05
01 85 78 41 00
www.chimieparistech.psl.eu

**Prestation de réalisation du premier baromètre social de
l'ENSCP-PSL**

**CAHIER DES CLAUSES PARTICULIERES
(C.C.P.)**

N° 2025ENSCP00001 DU 27/01/2025

La procédure de consultation utilisée est la Procédure Adaptée
en application des articles L 2123-1 et R 2123-1 du Code de la Commande Publique.

Ce feuillet comporte 10 pages numérotées de 1 à 10

I. CONTEXTE	3
II. BESOIN A SATISFAIRE :.....	4
Article 1. Objet du marché.....	4
Article 2. Mode de passation	6
Article 3. Pièces contractuelles du marché	6
Article 4. Durée	6
Article 5. Prix.....	6
Article 6. Modalités de vérification et de réception de la prestation	6
Article 7. Engagement du Titulaire	7
Article 8. Propriétés Intellectuelles.....	7
Article 9. Confidentialité	7
Article 10. Secret professionnel et statut du personnel	8
Article 11. Pénalités	8
Article 12. Assurance.....	9
Article 13. Modalités de règlement.....	9
Article 14. Résiliation	10
Article 15. Litiges.....	10
Article 16. Stipulation particulière.....	10
Article 17. Dérogation	10

I. CONTEXTE

L'École Nationale Supérieure de Chimie de Paris, établissement composante de l'université PSL (ENSCP-PSL), concourt aux missions du service public de l'enseignement supérieur, notamment en matière de formation initiale et tout au long de la vie, d'insertion professionnelle, de recherche scientifique et technologique, de diffusion de la culture humaniste, scientifique, technique et industrielle, de transfert de technologie et d'innovation, ainsi que de coopération internationale et européenne.

L'ENSCP-PSL est localisée dans un bâtiment de 14 000 m², situé sur le campus de la rue Pierre et Marie Curie, dans le 5e arrondissement de Paris, à proximité du Panthéon.

En matière de recherche, l'ENSCP-PSL est structurée autour de trois Unités Mixtes de Recherche (UMR), dont deux sont hébergées intégralement dans les locaux de l'établissement. Les trois unités sont en tutelle partagée avec le CNRS. Chaque UMR est structurée en équipes de recherche, regroupant des enseignants-chercheurs principalement employés par l'ENSCP-PSL et des chercheurs employés par le CNRS. En plus des chercheurs et enseignants-chercheurs, les UMR comprennent des doctorants de différentes nationalités, qui peuvent être non francophones, des personnels techniques et des personnels administratifs.

En matière de formations, celles-ci sont portées par la direction des études et des formations pour le cycle ingénieur et par les directeurs des programmes gradués PSL pour les masters. Interviennent dans les formations les enseignants-chercheurs, des contractuels et des vacataires. La direction des études et des formations dispose également d'une équipe de techniciens en charge des travaux pratiques et d'une équipe administrative.

Trois autres directions complètent ce dispositif de soutien aux politiques de l'établissement : la Direction scientifique, la Direction des relations internationales, et la Direction des relations entreprises et innovation. L'ensemble des UMR et des directions en charge du soutien sont dirigées par un chercheur ou un enseignant-chercheur.

Les fonctions en charge du support à l'établissement (RH, finances, SI, logistique/maintenance) sont organisées au sein de la Direction générale des services, composée de personnel administratif.

Les effectifs de l'école intégrés dans cette étude sont les suivants :

- 115 enseignants-chercheurs et chercheurs
- 60 personnels administratifs et techniques
- 130 doctorants

II. BESOIN A SATISFAIRE :

Article 1. Objet du marché

Objet du marché :

La présente consultation a pour objet une **Prestation de réalisation du premier baromètre social de l'ENSCP-PSL.**

Description du besoin :

La réalisation du Baromètre social vise à :

- **Évaluer la situation actuelle** ainsi que les facteurs de bien-être et de mal-être au travail.
- Identifier les **populations spécifiquement en difficulté.**
- Conseiller l'ENSCP-PSL et le CNRS sur les actions prioritaires en matière de qualité de vie et de conditions de travail (QVCT) à mettre en œuvre. Les résultats de l'évaluation et les recommandations qui en découlent doivent

servir à **soutenir la prise de décision concernant la prévention des Risques Psychosociaux (RPS) et l'amélioration de la QVCT.**

L'évaluation comporte une **phase d'enquête à la fois quantitative** (sur la base d'un questionnaire permettant d'interroger l'ensemble des agents) et **qualitative**, une phase de **diagnostic** et un accompagnement vers un **plan d'action**.

Le prestataire aura à sa charge de **construire le questionnaire**, avec l'appui d'un comité de pilotage. Le prestataire devra mettre en œuvre le plan de collecte des données en veillant à atteindre un échantillon représentatif et à encourager la participation des employés. Il devra s'assurer de **recueillir les données de manière éthique et respectueuse**. L'exploitation et l'analyse des résultats seront assurées par le prestataire, qui assurera seul le traitement informatique des données dans le respect de l'anonymat des répondants. Le prestataire doit expliciter dans son mémoire technique ses garanties déontologiques (anonymat, restitution des résultats des groupes de répondants constitués au minimum de 10 personnes, RGPD).

Le **comité de pilotage** comporte des représentants des services RH et prévention de l'ENSCP-PSL et du CNRS ainsi que des élus de la F3SCT de l'ENSCP-PSL.

La **prestation doit débuter en mars 2025**, avec une restitution prévue au plus tard pour fin juin 2025. Le prestataire devra fournir un rétroplanning, avec des étapes et des dates précises.

Les **livrables attendus** comportent :

- Un fichier Excel récapitulatif des réponses par catégorie de répondants ;
- Un rapport complet ;
- À partir des résultats de l'étude, le prestataire devra mettre en évidence les principales conclusions et recommandations et il proposera un plan d'action ;
- Un kit de communication permettant la diffusion des résultats, notamment une présentation PowerPoint et une synthèse des résultats au format PDF et Word.

Le prestataire aura en charge de **présenter les résultats** à la F3SCT de l'ENSCP, à la F4SCT de la Délégation Paris-Centre du CNRS et à l'ensemble du personnel à l'occasion d'une assemblée générale.

Variantes et lots:

Lots :

Le marché est un marché à lot unique.

Variantes :

Aucune variante n'est autorisée.

Article 2. Mode de passation

La procédure de consultation utilisée est la Procédure Adaptée en application des articles L 2123-1 et R 2123-1 du Code de la Commande Publique.

Article 3. Pièces contractuelles du marché

Ce marché est constitué des pièces énumérées ci-dessous par ordre de priorité décroissante :

- 1 - l'Acte d'Engagement (ATTRI1)
- 2 - le présent Cahier des Clauses Particulières n°2025ENSCP00001 du 27/01/2025
- 3 - le Cahier des Clauses Administratives Générales applicables aux marchés publics de Prestations intellectuelles (CCAG/PI). Le titulaire déclare parfaitement connaître ce document bien qu'il ne soit pas matériellement joint au marché
- 4 - l'offre financière du titulaire.
- 5 - l'offre technique du candidat

Toute clause, portée dans le(s) catalogue(s)-tarif(s) du titulaire ou dans une documentation quelconque et contraire aux dispositions des autres pièces contractuelles, est réputée non écrite. **Les conditions générales de vente du titulaire sont concernées par cette disposition.**

Article 4. Durée

Le présent marché prend effet à sa date de notification.

Le délai de réception de la prestation est fixé, par le titulaire, **au sein de l'acte d'engagement à l'article B5.**

Article 5. Prix

Les prix du marché sont fermes.

Il s'agit d'un prix global forfaitaire.

Le prix indiqué au sein de l'Acte d'Engagement comprend :

- la réception de la prestation décrite à l'article II.1 ci-dessus et dans la note méthodologique.

Article 6. Modalités de vérification et de réception de la prestation

La prestation devra être livrée à

ENSCP

Adresse : 11, rue Pierre et Marie Curie, 75231 Paris Cedex 05

Mail : guirec.manceau@chimieparistech.psl.eu

Modalités de vérification

Le titulaire remet à l'administration les livrables attendus décrits dans le présent cahier des charges et ce, dans les délais prévus.

Tous les documents seront rédigés en français et fournis sous format électronique ainsi que sous format papier en 2 exemplaires.

L'ensemble des livrables énumérés ci-dessus est remis par le titulaire, dans les conditions prévues au CCAG PI.

Par dérogation à l'article 28.1 du CCAG-PI, le pouvoir adjudicateur dispose d'un délai maximal de 10 jours ouvrés pour procéder aux opérations de vérification et notifier sa décision d'admission, de rejet, d'ajournement ou de réfaction pour chaque livrable, par courriel. Le silence de l'administration à l'issue de ce délai emporte admission tacite des livrables remis.

Par dérogation à l'article 29 du CCAG-PI, en cas d'ajournement ou de rejet, le titulaire dispose alors d'un délai de 10 jour ouvré pour fournir une nouvelle version du livrable visé. Au cours de ce délai supplémentaire, le titulaire encourt les pénalités de retard prévues à l'article du présent marché.

Outre les cas prévus au CCAG-PI, et sur demande exceptionnelle dûment motivée du titulaire, l'administration peut accorder une prolongation du délai de remise du livrable. Cette prolongation est expressément notifiée.

Article 7. Engagement du Titulaire

Le titulaire s'engage à :

- Respecter les règles éthiques professionnelles.
- Ne pas divulguer à des tiers les informations obtenues dans l'exécution de ce partenariat.
- Conserver l'anonymat des personnes et données lors des restitutions formelles et informelles au sein de l'établissement.
- Conserver l'anonymat des personnes et de l'établissement, lors des actions de valorisation (article, communication) sauf en cas d'accord préalable du l'ENSCP.
- S'assurer de l'hébergement des données exclusivement sur le territoire de l'Union Européenne.

Article 8. Propriétés Intellectuelles

L'article 35 du CCAG-PI est applicable au présent marché. La concession des droits de propriété intellectuelle est comprise dans le prix du marché.

Article 9. Confidentialité

Chacune des parties s'engage à conserver strictement confidentielles les informations qui lui sont communiquées à compter de la notification du marché. Les informations communiquées ne peuvent être utilisées que pour les seuls besoins du marché.

Le titulaire s'engage à ne pas divulguer les informations relatives au pouvoir adjudicateur dont il est amené à avoir connaissance à l'occasion de l'application du présent marché. Les personnels du titulaire ont instruction de respecter leur caractère confidentiel et de les traiter dans les mêmes conditions de discrétion que les informations considérées comme confidentielles par le titulaire.

Ces informations ne peuvent faire l'objet d'aucune divulgation à des tiers ou à des membres du personnel du titulaire non appelé à participer à l'exécution des prestations, sauf si la divulgation est nécessaire en raison d'obligations légales, comptables ou réglementaires échappant au contrôle du titulaire.

Afin d'assurer la protection des informations confidentielles, chaque partie s'engage à prendre toutes les mesures nécessaires à cette fin, telles que :

- Apposition d'une mention de confidentialité sur tous les documents confidentiels qui ne porteraient pas déjà une telle mention ;
- Classement des documents confidentiels dans des meubles fermant à clé ; Archivage dans les mêmes conditions et destruction systématique des exemplaires n'ayant plus d'utilité ;
- Signature par l'ensemble des membres du personnel du titulaire amené à connaître des informations confidentielles d'un engagement personnel et spécifique de confidentialité.

Les parties s'engagent à respecter les obligations résultant du présent article pendant toute la durée du marché ainsi que pendant une durée de trois années à compter de son expiration pour quelque cause que ce soit. En outre, dès l'échéance ou la résiliation du marché, le titulaire cesse toute exploitation active des fichiers et s'engage à ne faire aucune rétention des documents ou fichiers du pouvoir adjudicateur.

Il s'engage également à restituer l'ensemble de la documentation confidentielle remise par le pouvoir adjudicateur et des copies qui auraient pu être faites.

Le titulaire s'engage à assurer la confidentialité des méthodes et du savoir-faire qu'il met en œuvre pour la réalisation des prestations qui lui sont confiées.

Le titulaire s'engage et à respecter la confidentialité et à assurer la sécurité des données du pouvoir adjudicateur conformément aux dispositions prévues au CCAG-PI.

Le pouvoir adjudicateur accepte que le titulaire puisse faire état du fait qu'il assure une prestation pour son compte, notamment dans ses références.

Sauf accord express du pouvoir adjudicateur, le titulaire n'est pas autorisé à copier les données traitées lors de l'exécution des prestations.

Article 10. *Secret professionnel et statut du personnel*

Les obligations de cet article s'appliquent également aux sous-traitants. Le titulaire s'engage à les leur communiquer.

Secret professionnel

Tous les collaborateurs du titulaire seront tenus conventionnellement au secret professionnel sur toutes les informations auxquelles ils auraient accès dans le cadre du présent marché. Le titulaire s'engage à faire respecter ces dispositions par tout son personnel. Le titulaire s'interdit toute publication relative à sa mission sans l'accord écrit de l'ENSCP ; il s'engage en outre à garder secret tout document, formule, méthode etc. dont il aurait eu connaissance à cette occasion.

Statut du personnel

Il est expressément entendu que les personnels du titulaire demeurent à tous les égards, les salariés de ce dernier (législation du travail, sécurité sociale, congés payés, déplacements.). Tout accident ou maladie pouvant affecter les agents du titulaire pendant la durée de la prestation est entièrement pris en charge par le titulaire. Le titulaire s'engage à ne pas modifier, sans l'accord du pouvoir adjudicateur ou son représentant, la constitution des équipes qu'il proposera sauf cas de force majeure dûment constatée.

Article 11. *Pénalités*

Les pénalités de retard sont considérées comme des indemnités ayant pour objet de réparer un préjudice subi par le représentant du pouvoir adjudicateur du fait du retard pris par le titulaire dans l'exécution de ses obligations contractuelles ; elles sont donc situées hors du champ d'application de la TVA. Outre les dispositions prévues à l'article 14 du CCAG PI, il est précisé que lorsque le délai dont dispose le

titulaire expire un samedi, dimanche ou jour férié, le délai n'est pas prolongé jusqu'au jour ouvré suivant, la pénalité correspondante s'appliquant à partir du premier jour suivant l'expiration du délai et s'achève le jour de la date réelle de fin d'exécution de la prestation.

Article 12. Assurance

Le candidat certifie qu'il est titulaire d'une police d'assurance garantissant les conséquences pécuniaires de sa responsabilité civile professionnelle, qu'elle soit délictuelle ou quasi-délictuelle, contractuelle ou quasi-contractuelle, dont le montant de couverture est suffisant et adapté à la prestation objet de la présente consultation et à ses conséquences dommageables.

Article 13. Modalités de règlement

L'ENSCP se libérera des sommes dues par virement administratif au compte précisé à l'acte d'engagement.

Les factures seront libellées en Euros.

Les factures seront transmises via le portail public de facturation CHORUS PRO : <https://chorus-pro.gouv.fr>

Conformément à l'article D 2192-2 du Code de la Commande Publique, les factures mentionnées aux articles L. 2192-1 à L. 2192-3 comportent les mentions suivantes :

- La date d'émission de la facture ;
- La désignation de l'émetteur et du destinataire de la facture ;
- Le numéro unique basé sur une séquence chronologique et continue établie par l'émetteur de la facture, la numérotation pouvant être établie dans ces conditions sur une ou plusieurs séries ;
- En cas de contrat exécuté au moyen de bons de commande, le numéro du bon de commande ou, dans les autres cas, les références du contrat ou le numéro de l'engagement attribué par le système d'information financière et comptable du destinataire de la facture ;
- La désignation du payeur, avec l'indication, pour les personnes publiques, du code d'identification du service chargé du paiement ;
- La date de livraison des fournitures ou d'exécution des services ou des travaux ;
- La quantité et la dénomination précise des produits livrés, des prestations et travaux réalisés ;
- Le prix unitaire hors taxes des produits livrés, des prestations et travaux

L'ordonnateur chargé d'émettre le titre de paiement est le Directeur de l'ENSCP.

Le comptable assignataire de la dépense est l'agent comptable de l'ENSCP.

La date de réception d'une demande de paiement transmise par voie électronique correspond à la date de notification du message électronique informant l'acheteur de la mise à disposition de la facture sur le portail public de facturation (ou, le cas échéant, à la date d'horodatage de la facture par le système d'information budgétaire et comptable de l'Etat pour une facture transmise par échange de données informatisé).

Le délai global de paiement des sommes dues au titre du présent marché est de 30 jours conformément à l'article L2192-10 du Code de la Commande Publique, à compter de la date de réception de la demande de paiement formulée par le titulaire auprès de l'ordonnateur de la dépense.

En cas de retard de paiement, le titulaire a droit au versement d'intérêts moratoires, ainsi qu'à une indemnité forfaitaire pour frais de recouvrement d'un montant de 40 €. Le taux des intérêts moratoires est égal au taux d'intérêt appliqué par la Banque centrale européenne à ses opérations principales de refinancement les plus récentes, en vigueur au premier jour du semestre de l'année civile au cours duquel les intérêts moratoires ont commencé à courir, majoré de huit points de pourcentage.

Article 14. Résiliation

Le marché peut être résilié selon les dispositions du chapitre 7 du CCAG/PI (articles 36 à 42).

En cas de manquement par l'une des parties aux obligations des présentes, non réparé dans un délai de trente jours à compter de la lettre recommandée avec accusé de réception notifiant les manquements en cause, l'autre partie pourra faire valoir la résiliation du contrat sous réserve de tous dommages et intérêts auxquels elle pourrait prétendre du fait desdits manquements. En cas de résiliation de la présente consultation, le candidat devra restituer tous les documents qui lui auront été remis par l'ENSCP.

Article 15. Litiges

Les litiges éventuels sont réglés par les lois et règlements du droit français. Les tribunaux administratifs sont seuls compétents en premier lieu.

Article 16. Stipulation particulière

Toute modification au CCP ou à l'acte d'engagement est nulle et non avenue.

Article 17. Dérogation

L'article II.6 du présent C.C.P. déroge aux articles 28.1 et 29 du CCAG/PI.

Cachet et signature du titulaire :